

# Réflexions sur la nonéquivalence entre politiques migratoires et politiques commerciales\*

Jean-Marie Grether<sup>†</sup>, Jaime de Melo<sup>†</sup> et Tobias Müller<sup>‡</sup>

Septembre 1998

## Résumé

Sous des conditions bien connues, les gains d'arbitrage du commerce peuvent être obtenus soit par le commerce des biens (en l'absence de mobilité des facteurs), soit par la mobilité internationale des facteurs (en l'absence de commerce de biens). Il en découle que les résidents d'un pays devraient être indifférents si ce sont les biens ou les facteurs qui se déplacent internationalement. Dans le contexte du modèle à facteurs spécifiques qui est plus nuancé, ce papier examine quelques unes des circonstances dans lesquelles cette supposée symétrie dans l'attitude envers mouvement des biens et des facteurs est rompue.

---

\*Nous remercions le FNRS (12-011.94) pour son soutien, Sanoussi Bilal pour sa participation à la recherche citée dans ce papier, et Olivier Cadot, Sylviane Guillaumont et Marcelo Olarreaga pour leurs commentaires.

<sup>†</sup>Université de Genève et Université de Neuchâtel

<sup>‡</sup>Université de Genève

## **Abstract**

Under well-known conditions, the arbitrage gains from trade in goods (in the absence of international factor mobility) can be reaped by trade in factors of production (in the absence of trade in goods). This suggests that nationals in any country should be indifferent between trade in goods and the movement of factors between countries. This paper uses a Ricardo-Viner model to examine the conditions under which this stark symmetry breaks down.

# 1 Introduction

Les manuels de commerce international définissent les pays comme un ensemble de facteurs de production qui sont généralement immobiles entre pays. Quand ils sont mobiles entre pays, les facteurs se déplacent en réponse à des différentiels de rémunération, et selon les hypothèses du modèle (notamment sur la technologie), le commerce des biens et la mobilité internationale des facteurs peuvent être des substituts ou des compléments, c'est-à-dire que le commerce des biens peut diminuer ou augmenter l'incitation des facteurs de production à se déplacer entre pays. Par exemple, dans le modèle Heckscher-Ohlin, si la condition d'égalisation du prix des facteurs est satisfaite, la mobilité internationale des facteurs et le commerce des biens sont des substituts. Ainsi, les gains d'arbitrage du commerce peuvent être obtenus soit par le commerce des biens (en l'absence de mobilité internationale des facteurs) soit par la mobilité des facteurs (en l'absence de commerce des biens).

Dans les deux cas, les pays échangent les services des facteurs, même si lorsqu'il y a commerce des biens les services des facteurs sont 'dissimulés' puisqu'ils sont incorporés dans les biens. Selon ce même modèle, le théorème de Rybczynski nous enseigne que pour une économie diversifiée, les résidents d'un pays devraient être indifférents quant à une immigration de facteurs puisque les revenus réels des facteurs nationaux n'en sont pas affectés, tandis que le théorème de Stolper-Samuelson prédit qu'une libéralisation commerciale diminuera le revenu du travail si le secteur en concurrence avec les importations est intensif en travail.

Les prédictions de ce modèle ont été largement invoquées dans le débat sur la globalisation, aux Etats-Unis dans le débat sur l'augmentation de la disparité salariale entre travailleurs qualifiés et travailleurs non-qualifiés, et en Europe sur l'augmentation du chômage. Dans les débats politiques sur L'ALENA aux Etats-Unis, les prédictions du théorème de Stolper-Samuelson ont également été invoquées pour 'vendre' l'accord au public, la rhétorique étant que l'accord diminuerait les pressions migratoires en augmentant les salaires au Mexique.

Par ailleurs, l'efficience du libre échange n'empêche pas l'adoption de politiques commerciales protectionnistes, ces politiques étant surtout adoptées pour des raisons distributives dont les raisons deviennent apparentes une fois que l'on reconnaît que les conditions du théorème de Coase ne sont pas satisfaites, et que par conséquent les choix de politique économique sont en fait

des décisions politiques.<sup>1</sup> Dans cette optique, on remarquera que traditionnellement les oppositions aux politiques libérales au commerce des biens et du capital ont été moindres que celles érigées contre la mobilité des personnes. Il y a donc une asymétrie dans les choix de politiques qu'il s'agisse de l'attitude des électeurs si on choisit une approche de démocratie directe, ou des partis politiques et des responsables de politique économique dans un cadre de démocratie représentative. Pourquoi alors les politiques adoptées ont-elles d'un côté permis l'adoption de politiques libérales pour le commerce des biens et les exportations de capital, qui toutes deux défavorisent les personnes peu dotées en capital humain et ont, en même temps, opté pour des politiques migratoires restrictives?<sup>2</sup>

Dans ces modèles, les facteurs de production sont des entités apersonnelles et donc interchangeableables alors que le travail est distinct du capital et des biens, puisqu'il s'agit de personnes qui ont des préférences culturelles. Pour comprendre les causes de l'asymétrie entre les attitudes envers l'immigration d'un côté et le commerce des biens de l'autre, il faut aller au-delà du cadre traditionnel.<sup>3</sup> Cependant, comme nous l'avons remarqué plus haut, ce cadre d'analyse est invoqué dans les discussions de choix de politique économique. Cela justifie notre démarche qui reprendra ces modèles traditionnels, notamment le modèle à facteurs spécifiques qui est souvent utilisé pour illustrer la nature des conflits distributifs occasionnés par le commerce ou les changements dans les politiques commerciales.

On supposera d'abord que les choix de politiques migratoires et commerciales sont exogènes et on comparera la redistribution et les gains d'efficacité occasionnés par une immigration et un tarif (sections 2 et 3). Prenons, par exemple, une immigration et une réduction de protection qui engendre la même baisse salariale. Y-a-t-il alors les mêmes effets distributifs? Ces conclusions sont-elles modifiées s'il y a des distorsions dans le marché du travail? La section 2 examine donc également les implications d'imperfections dans le marché des facteurs et des contraintes de compensation envers

---

<sup>1</sup>Voir de Melo et Grether (1997) pour une présentation introductive et la littérature sur l'économie politique de la protection (e.g. Hillman (1989) ou Magee, Brock and Young (1988)) pour les modèles de formation de politique commerciale endogène.

<sup>2</sup>Dans les années 80 quand le marché de l'emploi était plus serré, les attitudes envers l'immigration étaient plus favorables, celle-ci représentant une alternative à la protection. Voir Bhagwati (1982).

<sup>3</sup>Voir notamment Hillman and Weiss (1999) qui survolent les différentes approches aux décisions de migration.

les indigènes. Les politiques optimales sont-elles les mêmes lorsqu'il s'agit d'immigration ou de protection et lorsqu'il y a une contrainte de compensation envers les indigènes? La section 3 compare les politiques optimales sous différents objectifs ( maximisation du revenu national, maximisation d'une fonction d'une fonction de bien-être social qui tient compte de la distribution des revenus ou du capital social). Enfin, dans la section 4 on abordera la comparaison lorsque les choix de politiques sont endogènes. Il s'agira de cerner quelques uns des éléments susceptibles d'influencer cette décision en prenant deux extrêmes, celui où le gouvernement ne tient compte que du soutien qu'il obtient des groupes en faveur et contre la politique, et celui de démocratie directe. Enfin, en guise de conclusions, quelques remarques sur le caractère permanent de l'immigration sont offertes dans la section 5 pour rappeler que la discussion précédente était basée sur une perception de l'immigration comme étant temporaire, le bien-être des immigrants et des indigènes étant traité séparément.

## 2 Politiques migratoires et commerciales dans le modèle à facteurs spécifiques

Quel modèle semble mieux représenter les attitudes des personnes envers les choix de politiques commerciales et migratoires? Bien que le modèle Heckscher-Ohlin prédise qu'à long terme la globalisation augmentera les écarts de revenus réels entre travailleurs qualifiés et non-qualifiés, la plupart des débats sur les choix de politiques commerciale sont formulés dans le cadre du modèle à facteurs spécifiques de court terme. Dans ce modèle, les propriétaires de facteurs associés à des industries ont des intérêts économiques bien définis, et les facteurs mobiles ne sont pas indifférents à l'immigration comme dans le théorème de Rybczynski. Bien sûr, il faut définir les facteurs spécifiques dans un sens large, les individus étant des ménages ayant une certaine diversification d'actifs.<sup>4</sup> Hillman et Weiss (1999) remarquent qu'il est raisonnable de supposer que les électeurs forment leurs opinions sur les prédictions du modèle Heckscher-Ohlin quand il s'agit de tirer les conséquences pour les

---

<sup>4</sup>Par exemple, Bilal et al. (1998) étudient les effets de l'immigration dans un modèle à deux biens et trois facteurs (capital, travail qualifié et travail non-qualifié) de démocratie directe dans lequel chacun des deux ménages (travailleurs qualifiés et travailleurs non-qualifiés) a une distribution, pas nécessairement uniforme, de capital.

travailleurs d'une 'immigration' de travailleurs (sous forme de services incorporés dans les importations), et du modèle à facteurs spécifiques quand il s'agit de tirer les conséquences d'une immigration de travailleurs en concurrence avec les travailleurs nationaux.

## 2.1 Une symétrie limitée

Reprenons alors le modèle à facteurs spécifiques. On suppose que le pays est petit, et donc que les termes de l'échange sont exogènes. La figure 1 trace les conséquences en termes d'efficacité et de distribution des revenus d'une immigration exogène et la figure 2 les conséquences d'une libéralisation commerciale. Dans l'esprit du débat sur la globalisation, on supposera que le secteur représentant les activités en concurrence avec les importations (secteur  $Y$ ) est intensif en travail dans le sens que la part des salaires dans les coûts unitaires de production est plus élevée (pour simplifier dans les dérivations qui suivent, on supposera que la technologie peut être représentée par une CES avec la même élasticité de substitution entre travail et capital dans les deux secteurs). Dans chaque figure les aires qui marquent les effets d'efficacité et de redistribution sont indiquées par des lettres.

Commençons par une immigration de  $L^*$  travailleurs dont les conséquences sont indiquées dans la figure 1. Si on suppose qu'il n'y avait pas d'immigrants au départ, cette immigration réduit les revenus des travailleurs nationaux à concurrence de la somme des surfaces ( $A+B+F+G$ ) qui est redistribuée aux facteurs spécifiques dont le revenu augmente également des surfaces ( $C+E$ ), surfaces qui représentent l'ampleur des gains d'efficacité.<sup>5</sup> Comme il s'agit d'une petite économie, il n'y a pas de changement dans les prix relatifs, et il est clair que si le revenu des travailleurs n'est pas diversifié, leur pouvoir d'achat diminue en termes des deux biens.<sup>6</sup>

---

<sup>5</sup>En utilisant cette approche, Borjas (1995) estime que pour les Etats-Unis les gains d'efficacité d'une augmentation du travail de 10% par l'immigration est de l'ordre de 0.1% du PIB, alors que les travailleurs perdent 1.9% du PIB en revenus. Par ailleurs, il a estimé que le coût des immigrants en termes de services fiscaux est égal à 0.2% du PIB.

<sup>6</sup>Dans le long terme, l'ampleur des gains d'efficacité, et donc des conflits distributifs dépend de la différence en dotations factorielles entre immigrants et indigènes. En effet, si les dotations des immigrants étaient identiques à celles des indigènes, il n'y aurait aucun gain d'efficacité (voir de Melo et Grether (1997, figure 9.4) ou Schiff (1997) pour une discussion plus approfondie).

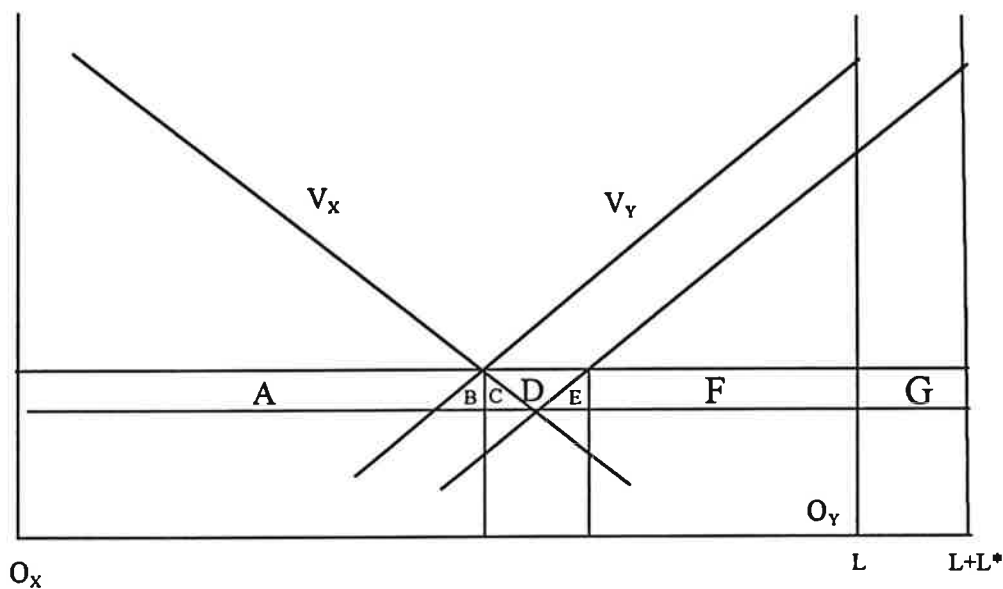


Figure 1: Immigration

Les effets d'une libéralisation commerciale sont représentés dans la figure 2. Ils sont plus difficiles à évaluer à cause de "l'ambiguïté néoclassique" provenant des effets d'une baisse tarifaire sur les pouvoirs d'achat (voir Ruffin and Jones (1977)). Une réduction tarifaire déplace proportionnellement vers le bas la courbe décrivant la valeur marginale du travail dans ce secteur (de  $V_Y$  à  $V'_Y$  dans la figure 2). Pour simplifier la représentation des gains d'efficience, on supposera que la libéralisation commerciale ne génère pas de gains de consommation (fonction d'utilité Leontief). Il y aura alors un gain d'efficience en production, une perte pour les facteurs spécifiques associés au secteur  $Y$  et un gain pour les facteurs spécifiques associés au secteur  $X$ , le sort des travailleurs étant ambigu (on peut supposer que le revenu tarifaire est redistribué au pro-rata du revenu).

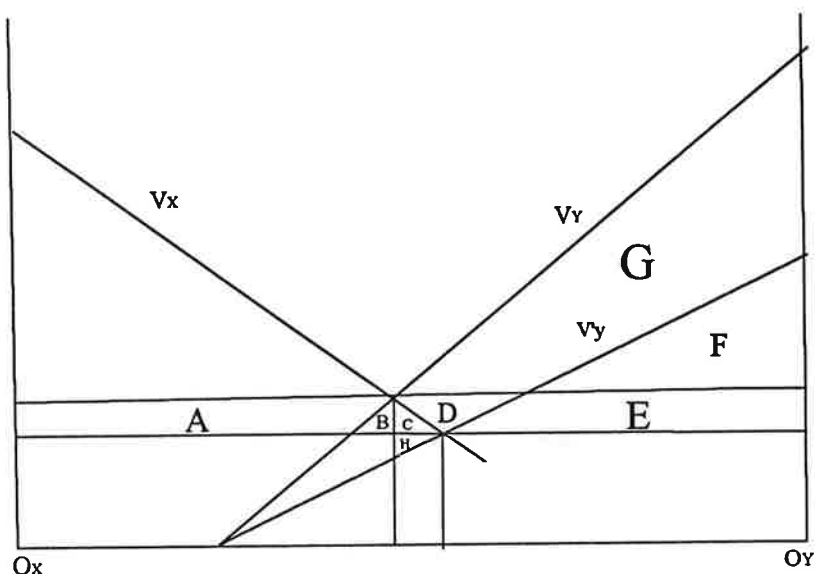


Figure 2: Libéralisation Commerciale

Si on prend le prix du secteur  $X$  comme numéraire, le revenu des travailleurs en terme du numéraire aura diminué à concurrence de la somme des surfaces  $(A+B+C+D+E)$ . Le revenu des facteurs spécifiques au secteur  $X$  aura augmenté de la somme des surfaces  $(A+B+C)$  tandis que celui des facteurs spécifiques associés au secteur  $Y$  aura diminué de  $(G-E)$ . Pour mesurer les effets d'efficacité, il faut évaluer les revenus des facteurs spécifiques aux prix mondiaux. Le revenu initial de l'économie est la surface sous les courbes de valeurs marginales  $V_X$  et  $V'_Y$ . La libéralisation commerciale, comme l'immigration, amène un gain d'efficacité (triangle de 'Harberger' égal à la somme des surfaces  $(C+H)$ ).

Même dans cette formulation du modèle, on remarquera deux asymétries. D'abord, il n'est pas sûr que les travailleurs perdent avec une libéralisation commerciale puisque leur pouvoir d'achat augmente en termes du bien importable même si leur revenu baisse en terme du bien exportable. Comme il est probable que leur panier de consommation contiendra des importables, dans le cas d'une fonction d'utilité générale, la perte de pouvoir d'achat sera moindre qu'une immigration qui aurait diminué d'un même montant leur salaire en termes du numéraire.

Ensuite, on se rappellera que, dans la comparaison d'un tarif et d'une  $RVE$ , la rente reste dans le pays dans le cas d'un tarif, tandis que dans le cas d'une  $RVE$ , elle échoit au pays étranger. La même remarque s'applique ici,

puisque dans le cas de l'immigration, la rente provenant de la barrière à la mobilité des facteurs échoit aux immigrants. On sait que les coûts distorsionnaires de la protection sont une fonction quadratique du niveau de protection. Donc, les gains marginaux en termes d'efficience d'une réduction de la protection sont décroissants (barres verticales dans la figure 2). Par contre, dans le cas de l'immigration, les gains marginaux d'une immigration sont croissants (barres horizontales dans la figure 1). Les conséquences de cette asymétrie seront reprises dans la section 4.

Que tirer de ces comparaisons? Une globalisation par la migration devrait-elle être moins acceptable que si elle a lieu par une intégration dans le marché des biens? Pour l'instant, il y a peu de distinctions entre ces deux formes d'intégration. Mais il y a distorsions et contraintes dans le marché du travail. Celles-ci sont-elles susceptibles de modifier ces conclusions?

## 2.2 Distorsions dans le marché du travail

Considérons le cas où il y a un différentiel de salaire entre les deux secteurs. Ce différentiel peut résulter par exemple de l'action d'un syndicat ou de l'existence d'un marché du travail dual. Dans le contexte de l'immigration il se pose alors la question de savoir qui profitera des emplois à salaire élevé. On supposera que le différentiel de salaire est en faveur du secteur exportateur. Dans ce contexte, on examinera également les conséquences d'une politique discriminatoire qui n'offrirait aux immigrants que les emplois dans le secteur à bas salaires.

### 2.2.1 Différentiel de salaire

Supposons d'abord qu'il y a un différentiel de salaire exogène,  $\phi > 1$ , reçu par les travailleurs dans le secteur exportateur  $X$ . On se trouve alors dans une situation classique de second rang. Dans ce cas, la libéralisation commerciale donnera lieu à un gain d'efficience supérieur qu'en l'absence de différentiel. Une analyse graphique révèle que la brèche entre les productivités marginales des deux secteurs (évaluées aux prix mondiaux) diminue à la suite de la réallocation du travail vers ce secteur.

Le différentiel de salaire pourrait également être endogène, comme par exemple avec un marché dual (les bons emplois étant dans le secteur  $X$  qui paierait des salaires d'efficience) ou avec la présence d'un syndicat. Comme les deux formulations aboutissent sensiblement aux mêmes conséquences, on

prendra ici le cas plus simple du syndicat.<sup>7</sup> Supposons alors qu'un syndicat choisisse le salaire dans le secteur  $X$  en maximisant une fonction d'utilité ( $U^s$ ) des membres du syndicat, les arguments étant les salaires et l'emploi. Ensuite les firmes déterminent l'emploi en prenant les salaires comme donnés.

Pour simplifier, on supposera que la fonction d'utilité du syndicat dans le secteur  $X$  a la forme:

$$U^s = (\phi w - w)^\gamma (L_X - \bar{L}_X)^{(1-\gamma)} \quad (1)$$

où  $w$  est le salaire dans le secteur  $Y$  et  $\bar{L}_X$  est un paramètre. Alors, on peut montrer que si la technologie est donnée par une fonction de production CES, soit  $X_i = F^i(\bar{K}_i; L_i; \sigma)$ , le différentiel de salaire est donné par:

$$\frac{\phi - 1}{\phi} = \frac{\gamma}{(1 - \gamma)\sigma} \left( \frac{L_X - \bar{L}_X}{L_X} \right) \quad (2)$$

qui indique que le salaire choisi par le syndicat est une fonction croissante de la pondération relative accordée aux salaires ( $\gamma$ ) et inversement proportionnelle à l'élasticité de demande de travail (captée ici par la valeur de  $\sigma$ ). Remarquons que le différentiel de salaire est une fonction croissante de l'emploi dans le secteur syndicalisé. Une baisse tarifaire conduit à une augmentation de l'emploi dans le secteur  $X$  ( $dL_X/dt < 0$ ). Si le consommateur a une fonction d'utilité Leontief  $U = \min[\alpha C_X, (1 - \alpha)C_Y]$ , on peut montrer que le changement de bien-être induit par la libéralisation commerciale est donné par l'expression:

$$dU = \frac{w(\phi - 1 + t/p_Y)}{\alpha p_X^* + (1 - \alpha)p_Y^*} dL_X \quad (3)$$

où  $p_i = p_i^* + t_i$ ,  $t_i$  étant un tarif spécifique et  $p_i^*$  le prix mondial du bien  $i$ . Donc l'expression (3) confirme le résultat qualitatif de second rang mentionné plus haut. De plus, on peut montrer qu'avec un syndicat déterminant la valeur de la prime salariale,  $\phi$ , on a  $\left| d\tilde{L}_X/dt \right| < \left| dL_X/dt \right|$ , où le signe  $\sim$  indique qu'il s'agit de l'allocation de travail en présence d'un syndicat. Donc avec un syndicat dans le secteur  $X$ , une diminution de la protection dans le secteur  $Y$  produit un gain d'efficacité moins élevé que dans le cas d'un différentiel fixe. En effet, suite à la baisse tarifaire le syndicat demande une

<sup>7</sup>Le cas du marché dual avec salaires d'efficacité est discuté dans Müller (1998).

prime salariale plus élevée, ce qui atténue l'effet de la réduction tarifaire sur l'emploi dans le secteur  $X$ .

Il se pourrait, cependant, que le syndicat soit surtout présent dans les secteurs en concurrence avec les importations (secteurs en déclin).<sup>8</sup> Dans ce cas, on aboutirait à des conclusions opposées puisque la libéralisation commerciale renforcerait la distorsion dans le marché du travail et ferait diminuer le nombre d'emplois bénéficiant de la prime. Le syndicat aurait alors tendance à modérer ses demandes salariales, et le gain d'efficience serait alors plus élevé.

### 2.2.2 Discrimination envers les immigrants

Avec l'immigration, l'emploi s'accroît dans les deux secteurs. Il se pose alors la question de savoir si ce sont les immigrants ou les travailleurs indigènes qui profiteront de l'expansion de l'emploi dans le secteur à salaire élevé. La réponse à cette question dépend de la possibilité de discriminer envers les immigrants, c'est-à-dire de les forcer à travailler dans le secteur à bas salaire. Un exemple d'une telle discrimination serait d'obliger les entreprises à donner la préférence aux travailleurs indigènes lors de l'embauche.<sup>9</sup>

Comme auparavant, considérons d'abord le cas d'un différentiel de salaire exogène. Graphiquement, les effets de l'immigration sont illustrés par la figure 3. Le différentiel de salaire,  $\phi$ , provoque une distorsion qui diminue le PIB initial à concurrence des surfaces  $(C_1+H)$ . Cette perte d'efficience est égale à  $(D)$  après l'immigration, l'inefficience pouvant augmenter ou diminuer lorsque le différentiel de salaire est endogène (voir la discussion qui suit). De façon analogue à la figure 1, le gain d'efficience est représenté par la somme des surfaces  $(C_1+C_2+E)$ . Il y a également les mêmes effets redistributifs  $(A+F+G)$  des travailleurs vers les facteurs fixes.

L'expansion de l'emploi dans le secteur exportateur produit un gain supplémentaire de  $(I+K)$  qui échoit aux immigrants ou aux travailleurs nationaux. Si les immigrants sont forcés d'accepter des emplois dans le secteur

---

<sup>8</sup>C'est le cas par exemple aux Etats-Unis, où les syndicats sont les plus puissants dans les secteurs de l'automobile et de l'acier. L'évidence au niveau agrégé d'une corrélation positive entre distorsions sur les marchés des biens et du travail est soulignée par Rama (1997).

<sup>9</sup>Une telle réglementation existe dans un grand nombre de pays. Cependant, dans la pratique la discrimination ne s'applique qu'aux immigrants potentiels, c'est-à-dire aux travailleurs étrangers qui n'ont pas (encore) de permis de travail dans le pays ou qui doivent le renouveler.

à bas salaire, cette rente est alors entièrement accaparée par les indigènes. En revanche, en l'absence de discrimination, il faudrait modifier l'analyse graphique pour reconnaître que les immigrants ont la même probabilité que les indigènes de trouver un emploi dans le secteur à salaire élevé.

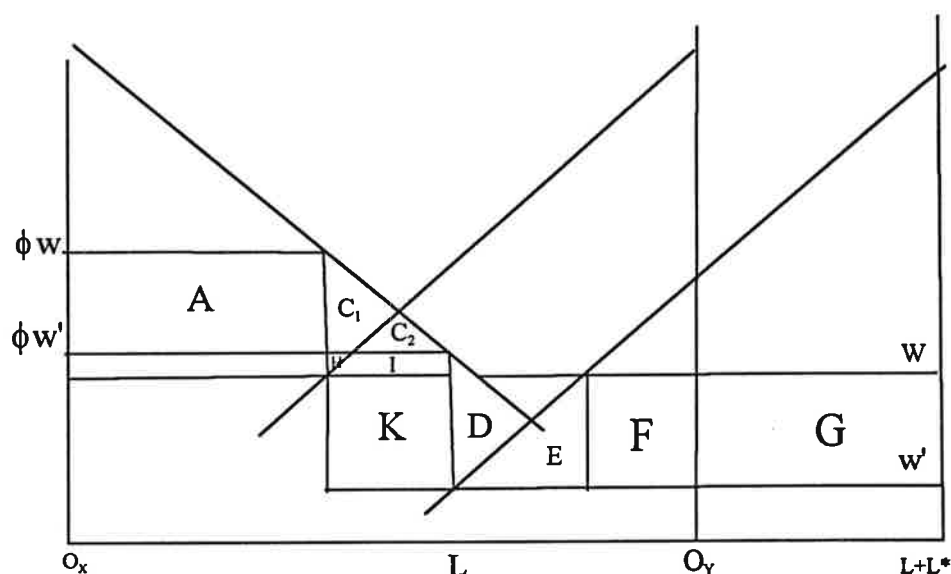


Figure 3: Immigration avec différentiel de salaire

Pour évaluer les effets de l'immigration sur le bien-être des indigènes, il suffit de déterminer la variation de l'emploi des indigènes dans le secteur  $X$  suite à l'immigration.<sup>10</sup> Quant à la discrimination, on distinguera les deux cas en posant  $\delta = 0$  dans le cas avec discrimination ( $L_X^* = 0$ ), et  $\delta = 1$  dans le cas sans discrimination ( $L_X^*/L^* = L_X/L$ ). Alors si  $l^*(= L^*/L)$  est la proportion des immigrants et  $\lambda(= L_X/L)$  la proportion des indigènes dans le secteur  $X$ , on a:

$$\frac{dL_X}{dL^*} = \frac{F_{LL}^Y - \delta\lambda\left(\frac{F_{LL}^X}{\phi} + F_{LL}^Y\right)}{(1 + \delta l^*)\left(\frac{F_{LL}^X}{\phi} + F_{LL}^Y\right)} \quad (4)$$

En présence de discrimination, l'immigration augmente nécessairement le bien-être pour les indigènes puisque l'expression (4) est positive. Le cas

<sup>10</sup>En effet, la variation du bien-être des indigènes est proportionnelle à la variation de  $L_X$  lorsque l'immigration est infinitésimale.

plus intéressant est celui de la non-discrimination où les effets de l'immigration sur le bien-être dépendent du signe du numérateur dans (4). On peut montrer que si les élasticités de substitution entre le capital et le travail sont identiques dans les deux secteurs, le bien-être des indigènes augmentera avec l'immigration si le secteur à salaire élevé est intensif en travail (soit si la condition suivante est satisfaite:  $s_L^X > s_L^Y$  où  $s_L^i$  est la part du travail dans la valeur ajoutée du secteur  $i$ ). Dans la mesure où c'est le secteur exportateur qui paie des salaires plus élevés, il est peu probable que cette condition soit satisfaite dans un pays industrialisé.

La présence d'un syndicat rend à nouveau la prime salariale endogène. Les mêmes mécanismes opèrent que dans le cas d'une réduction tarifaire puisque les variations d'emploi sont atténuées. En effet, si les immigrants sont discriminés, le syndicat ne représente que les indigènes travaillant dans le secteur  $X$ . Comme l'immigration accroît l'emploi dans ce secteur, le syndicat demandera une hausse salariale, ce qui atténue les variations d'emploi. Inversement, si en l'absence de discrimination l'emploi des indigènes dans le secteur  $X$  diminue avec l'immigration, le syndicat aura tendance à modérer ses revendications salariales.<sup>11</sup> On retrouve donc la relation  $|d\tilde{L}_X/dL^*| < |dL_X/dL^*|$  ce qui implique un moindre gain de bien-être.

En résumé, les indigènes auront tendance à résister plus contre l'immigration que contre la baisse tarifaire si c'est le secteur exportateur qui paie une prime salariale et s'il n'y a aucune discrimination des immigrants.

### 2.3 Immigration clandestine

La rente provenant des barrières au libre mouvement des facteurs incite à la discrimination. Dans la pratique, la discrimination étant souvent illégale (par exemple lorsqu'il s'agit d'un salaire inférieur pour un emploi identique), celle-ci se manifeste souvent sous forme d'immigration clandestine. Il est facile de voir pourquoi les indigènes seraient en faveur d'une immigration clandestine,

<sup>11</sup> Ceci reste vrai si l'objectif d'emploi dans la fonction d'utilité du syndicat inclut les immigrants. Dans ce cas, la fonction d'utilité (1) du syndicat peut être modifiée comme suit:

$$U^s = (\phi w - w)^\gamma (L_X + L_X^* - \hat{L}_X)^{(1-\gamma)} \quad (5)$$

où  $\hat{L}_X = \bar{L}_X(1 + l^*)$  tient compte de l'accroissement de la population par l'immigration. Puisque  $L_X + L_X^* = (1 + l^*)L^X$ , la fonction d'utilité modifiée (5) est égale à (1), à une constante près.

surtout si ces immigrants peuvent être cantonnés au secteur secondaire, qui pourrait par exemple être un secteur de services non-échangeables.

Pour analyser ce cas on peut reprendre l'analyse de la figure 3, sauf que cette fois l'économie est agrégée en deux secteurs, le secteur  $Y$  étant cette fois-ci le secteur non-échangeable. Supposons que les immigrants ne soient pas parfaitement substituables aux indigènes et qu'ils puissent être considérés comme des facteurs fixes dans le secteur  $Y$ . Alors, une immigration illégale déplace proportionnellement vers le haut la courbe décrivant la valeur marginale du travail dans ce secteur (de  $V_Y'$  à  $V_Y$  dans la figure 2). Dans ce cas, les travailleurs indigènes gagnent et il y aura une perte des facteurs spécifiques dans le secteur  $X$ , perte qui sera atténuée par l'effet secondaire de la baisse dans le prix relatif des non-échangeables et qui déplacera vers la droite  $V_Y$ .

L'attitude tolérante des indigènes face à l'immigration clandestine est cependant tempérée par la perception que les travailleurs clandestins utilisent plus de services publics (écoles, hôpitaux, etc...) qu'ils n'en financent par les impôts et contributions sociales.

### 3 Choix de politiques 'optimales'

Supposons qu'il s'agisse de déterminer les politiques optimales envers la protection et l'immigration. Comme point de référence, supposons que le seul objectif du gouvernement soit la maximisation du revenu national. En l'absence d'externalités (et de distorsions dans le marché du travail qui modifieraient marginalement cette recommandation), dans ce modèle, la politique commerciale optimale sera le libre échange. Quant à la politique migratoire, si le coût d'opportunité du travail sur le marché mondial est  $\bar{w} < w$ , la politique optimale serait une politique d'immigration libre, l'immigration cessant une fois que le salaire aura baissé jusqu'à  $\bar{w}$ . Ainsi, comme le constate Bhagwati (1991), l'application d'une logique utilitariste en matière de choix de politique devrait aboutir à une situation de recommandation de libre échange et d'immigration libre.

La figure 4 illustre cette détermination en reprenant momentanément (pour simplifier) le cas d'une économie produisant un bien. En l'absence d'immigration le PIB de l'économie est donné par la surface ( $OHAL$ ), la part du travail étant ( $OWAL$ ). Avec l'immigration, le PIB augmente et devient la surface ( $OHEL^*$ ) et les travailleurs indigènes perdent ( $WAGW'$  qui sera

probablement plus grande (et peut-être plus concentrée) dans sa répartition que les gains (triangle  $AGE$ ).

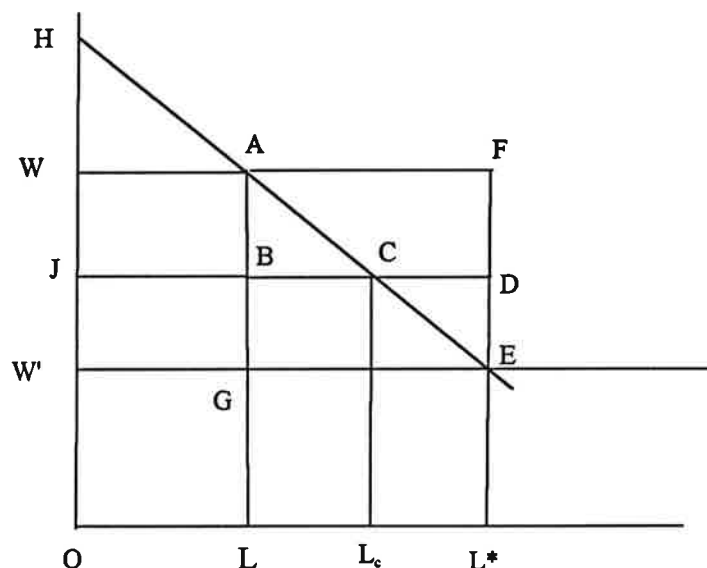


Figure 4: Immigration et Compensation

### 3.1 Compensation

Cette redistribution pose le problème de la compensation. Il est clair que si les travailleurs qui perdent voulaient être entièrement compensés, et qu'il ne soit pas possible de discriminer, cela serait impossible car il faudrait un revenu égal à la surface ( $AFEG$ ). Cette redistribution équivaldrait au double du gain d'efficience.<sup>12</sup>

On peut illustrer la compensation maximale qui serait atteignable sous l'hypothèse que tous les gains en efficience sont consacrés à compenser ceux qui perdent. Dans ce cas, le point  $C$  au milieu de la droite  $AE$  indique le salaire maximal qui pourrait être atteint avec compensation. La contrainte de compensation diminue l'immigration optimale de  $(L^*-L)$  à  $(L_c-L)$ , et la perte de revenu des travailleurs indigènes est réduite à la surface  $WAJB$ . Bien

<sup>12</sup>Cette source d'asymétrie entre politique migratoire et tarifaire peut également être illustrée dans la figure 1. En reprenant la figure 1, supposons que les indigènes exigent le salaire initial  $w$  avant immigration. Alors une redistribution de la surface  $(C+D+E)$  en faveur des immigrants engendrerait une perte de bien-être pour les indigènes égal à la surface  $(D)$ .

sûr, en fin de compte c'est l'absence de la possibilité de discriminer envers les immigrants qui introduit l'asymétrie dans la compensation.

On peut également comparer l'importance des gains par rapport aux effets de redistribution, les effets redistributifs étant sujets à compensation. En fait, Rodrik (1994) souligne que les résistances à une réforme seront plus prononcées si les effets de redistribution sont plus importants que le gain d'efficacité. Pour mesurer l'ampleur de ces résistances, Rodrik propose l'indice suivant qu'il baptise "ratio coût-bénéfice politique":  $\frac{1}{2}(\sum_j |\Delta Y_j| - G)/G$ , où  $Y_j$  est le revenu du groupe  $j$  et  $G$  est le gain d'efficacité.

Dans le cas de l'immigration (cf. figure 1), cet indice prend la valeur  $(A + B + F + G)/(C + E)$ . Quant à la libéralisation commerciale (cf. figure 2), il se pose le problème de la répartition des gains de consommation (dus à la baisse du prix domestique du bien  $Y$ ) entre les travailleurs et les propriétaires des facteurs spécifiques. Si l'on note  $\beta_X$  la part de ces gains qui échoit au secteur exportateur, l'indice de Rodrik devient:  $[A + B + C + (\beta_X - 1)(C + H) + \beta_X(D + G)]/(C + H)$ . En prenant le cas limite où  $\beta_X = 0$ , on obtient comme valeur de cet indice  $(A + B - H)/(C + H)$ .

Si l'on compare deux politiques ayant le même gain d'efficacité ( $C + E = C + H$ ), il est clair qu'une baisse tarifaire a un rapport coût-bénéfice politique plus favorable que l'immigration si  $\beta_X$  est petit (ce qui serait le cas par exemple si l'essentiel des gains de consommation allait aux travailleurs).

### 3.2 Objectif de distribution des revenus

Apportons maintenant deux modifications dans les objectifs de la politique. D'abord, prenons le cas d'un objectif plus réaliste du gouvernement (un objectif d'une certaine distribution des revenus, ce que Corden (1974) appelle une fonction de bien-être sociale conservatrice). On verra également la contrainte d'une redistribution du revenu des immigrants envers les indigènes. Ensuite on abordera les modifications qui seront apportées par une externalité (ici la présence d'un capital social).

L'objectif d'une certaine distribution des revenus est souvent parmi les objectifs des gouvernements. Supposons qu'il y ait un gouvernement "bienveillant" qui prise l'efficacité et l'égalité des revenus parmi les nationaux. On pourrait par exemple penser à une fonction de bien-être à la Atkinson (1970).<sup>13</sup> Alors, l'asymétrie entre coûts croissants de la protection et gains

---

<sup>13</sup>Bien sûr, une telle attitude reflète plutôt la préférence nationale que la bienveillance

croissants d'une immigration notée plus haut crée une asymétrie dans le choix des politiques optimales.

D'un côté, il y aura une protection 'optimale' positive. En effet, les améliorations en termes de diminution d'inégalité de la protection seront éventuellement dominés par les pertes en termes d'inefficience puisque le coût de la protection est une fonction quadratique du niveau de protection. La fonction décrivant la relation entre le bien-être social et le niveau de protection décrit une courbe concave avec une valeur maximale.

Par contre, en général, il n'y aura pas de politique migratoire optimale avec une solution intérieure, ceci pour deux raisons. D'une part, les gains d'efficience sont très petits pour une immigration faible et vont en s'accroissant lorsque le nombre d'immigrants augmente. D'autre part, les effets redistributifs (qui augmentent l'inégalité parmi les indigènes) sont déjà importants lorsque le nombre d'immigrants dans le pays est faible.<sup>14</sup> Donc, pour une immigration faible, le bien-être social diminue. Il est possible qu'éventuellement, il y ait un point de retournement, auquel cas la fonction décrivant la relation entre le niveau de bien-être et le niveau d'immigration serait une fonction convexe avec un minimum. Alors la politique optimale dépendrait du résultat de la comparaison du niveau de bien-être lorsqu'il n'y aurait plus d'incitations à immigrer comparé à celui sans aucune immigration.

Quel que soit le résultat, dans ce modèle, il y a une forte asymétrie entre politique tarifaire optimale et politique migratoire optimale. Et pourtant, on penserait qu'il devrait y avoir symétrie, aboutissant à une solution intérieure dans les deux cas. L'introduction d'une externalité dans le cas de la migration permet de rétablir la symétrie.

### 3.3 Externalités

Les effets de groupe modifient les effets de la migration sur le bien-être.<sup>15</sup> Schiff (1997) propose d'étendre le concept d'utilité en y incluant des effets de

---

et l'utilisation du mot "bienveillant" signifie seulement que les choix de politique sont exogènes aux comportements des groupes de pression et proviennent d'une fonction d'utilité sociale.

<sup>14</sup>Müller (1999) montre numériquement l'ampleur de ces effets dans un modèle à facteurs spécifiques appliqué à la Suisse.

<sup>15</sup>On dit qu'il y a effet de groupe lorsque les individus d'un groupe sont affectés par les variables moyennes du groupe. Par exemple, dans certains modèles de croissance endogène, la productivité d'un facteur dépend du niveau moyen de capital humain des membres du groupe.

groupe sous la forme de capital social. Il s'agit d'un bien public qui comprend l'ensemble des éléments de la structure sociale (comme les normes sociales, la culture, la langue, les valeurs) qui affectent la fonction d'utilité ou de production. Comme le cas de la production est plus facile à illustrer, nous le reprenons ici dans la figure 5 pour montrer comment cette externalité mène à une immigration optimale avec solution intérieure.

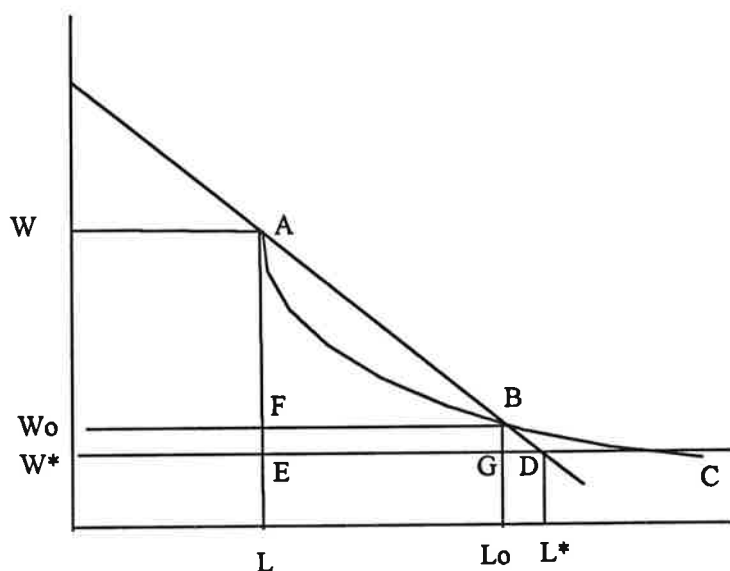


Figure 5: Immigration Optimale avec Externalités

Dans la figure 5 (qui reprend la figure 4), on obtient l'immigration optimale de  $L^*$  en l'absence d'effets de groupe. Comme on l'a remarqué plus haut, les gains marginaux de l'immigration sont croissants, culminant en un gain marginal de  $ED$  pour le dernier immigrant. Supposons que les coûts marginaux (en termes de capital social) de l'immigration soient croissants, comme indiqué par la courbe  $AC$ . Alors l'immigration optimale aura lieu au point  $B$  où gains marginaux ( $EG$ ) et coûts marginaux ( $FB$ ) sont égalisés, aboutissant à l'immigration de  $L_0 < L^*$ . Dans ce cas, les gains de l'immigration sont moindres qu'en l'absence d'externalité.

## 4 Choix endogènes de politiques commerciales et migratoires

Les choix de politique étant souvent le résultat de la résolution de conflits distributifs, on peut utiliser l'analyse de la section 2 pour essayer d'identifier quelles politiques ont la plus grande probabilité d'adoption. On supposera un processus de choix identique pour les politiques commerciales et migratoires. On ignorera l'aspect du niveau endogène de protection ou d'immigration, et on posera seulement la question de savoir si une politique migratoire et une politique commerciale qui donnent chacune lieu à une diminution de salaire ont la même chance d'être adoptées.

On peut envisager deux cas extrêmes de prises de décision: un gouvernement ou régulateur qui ne tient compte que des 'contributions' (ou soutien) pour ou contre la politique, et la démocratie directe. On se concentrera surtout sur le premier cas, mais on fera quelques remarques sur le cas de la démocratie directe. Sous l'hypothèse qu'il y aura opposition de la part de ceux qui perdent et soutien de la part de ceux qui gagnent par les changements de politiques, il s'agira de mettre en évidence l'importance de la coordination parmi les participants dans le premier cas, et des différences de dotations de facteurs entre ménages dans le second cas.

### 4.1 Décisions de politique guidées par les contributions

Maintenant, le gouvernement "éclairé" de la section 3 laisse la place à un gouvernement (ou un régulateur) qui base ses choix entièrement sur les contributions reçues. Les contributions sont faites indépendamment (simultanément) par les travailleurs et par les facteurs spécifiques dans chaque secteur. La probabilité d'adoption d'une politique est simplement la part,  $\Psi$ , des contributions en faveur de cette politique dans la totalité des contributions.<sup>16</sup>

Prenons d'abord le cas d'une décision sur l'immigration. Il y aura opposition de la part des travailleurs à cause de la baisse de salaire et contribution en faveur de la part des facteurs fixes dans chaque secteur. Comme le choix de politique a les propriétés d'un bien public, il faudrait tenir compte

---

<sup>16</sup>Cette formulation tient compte des gains de bien-être comme par exemple dans l'approche de la fonction de soutien politique. On laisse de côté les coûts sociaux des contributions politiques et donc l'aspect de dissipation de rentes.

du problème de passagers clandestins. Cependant, en utilisant les variations conjecturales, on peut tenir compte indirectement (et de façon ad-hoc), des problèmes de coordination.

On indicera par  $Z$  les travailleurs et par  $X, Y$  les facteurs spécifiques. Les contributions totales (individuelles) sont notées  $C_i$  ( $c_j^i$ ),  $i = X, Y, Z$  et  $j$  représente un des  $n_i$  membres du groupe (tous identiques). Alors, le degré de coordination intragroupe sera capturé par:

$$\Omega_i = \frac{\partial C_i}{\partial c_j^i}, C_i = \sum_j c_j^i, j = 1, \dots, n_i. \quad (6)$$

avec  $\Omega_i = 1(n_i)$  indiquant une absence totale de coordination (une coordination totale). De la même manière, on peut également tenir compte (exogènement encore) de la possibilité de coordination intergroupe que l'on notera par  $\Theta$ ,  $\Theta = 0$ : pas de coordination ou  $\Theta = 1$ : coordination. Pour clarifier les sources de contribution, on notera par  $T_i, H_i, i = X, Y$ , les pertes et les gains qui proviennent de transferts de rentes ( $T$ ) et de gains d'efficience ( $H$ )<sup>17</sup>.

Considérons tout d'abord une absence de coordination intergroupe ( $\Theta = 0$ ). La contribution d'un membre du secteur  $X$  est le résultat de la maximisation de:

$$\max_{c_j^x} \frac{1}{n_x} \Psi(H_x + T_x) - c_j^x \quad (7)$$

où

$$\Psi = \frac{C_x + C_y}{C_x + C_y + C_z} \quad (8)$$

est la probabilité que l'immigration soit autorisée. A cause de l'aspect de bien public du choix de politique migratoire (si la migration proposée est permise, tous en bénéficieront, qu'ils aient contribué ou non), seul ceux qui gagneront le plus contribueront. Il suffit de considérer deux cas extrêmes: pas de coordination ou parfaite coordination intragroupe. En l'absence de coordination, seul le secteur le plus intensif en travail participera. Avec coordination totale, seul le secteur qui emploie le plus de travail contribuera. On supposera par la suite que seul le secteur  $Y$  contribue.

La contribution des travailleurs est obtenue selon un calcul similaire, sauf que dans ce cas la fonction objectif fait apparaître une perte à éviter (donnée

<sup>17</sup>En termes de la figure 1,  $T_x = A + B, H_x = C$ .

par les deux termes de transfert  $T_X + T_Y$ ) plutôt qu'un gain. Sur la base des conditions de premier ordre, on constate que la probabilité d'acceptation de l'immigration sera supérieure à  $\frac{1}{2}$  si la condition suivante est satisfaite:

$$\left[ \frac{T_X + T_Y}{T_Y + H_Y} \right] \left[ \frac{\Omega_L/n_L}{\Omega_Y/n_Y} \right] < 1 \quad (9)$$

Pour autant que  $T_X > H_Y$  (ce qui est probable), le premier terme entre [...] est supérieur à 1, ce qui reflète que les travailleurs ont plus à perdre que ce qu'un des deux facteurs spécifiques a à gagner à l'immigration. Ainsi, à niveau de coordination intragroupe comparable entre producteurs et travailleurs, la politique migratoire la plus probable est celle du status quo.

Supposons maintenant qu'il y a coordination parfaite intergroupe ( $\Theta = 1$ ). Dans ce cas, les facteurs spécifiques des deux secteurs font une contribution positive<sup>18</sup>. En supposant que la coordination intragroupe est la même dans les deux secteurs ( $\Omega_X/n_X = \Omega_Y/n_Y$ ), on trouve, à partir des conditions de premier ordre, que  $\Psi > \frac{1}{2}$  lorsque la condition suivante est satisfaite:

$$\left[ \frac{T_X + T_Y}{T_X + T_Y + H_X + H_Y} \right] \left[ \frac{\Omega_L/n_L}{\Omega_Y/n_Y} \right] < 1 \quad (10)$$

Dans ce cas le premier terme entre [...] est inférieur à 1, puisqu'il y a gain net pour l'économie et que tous les secteurs participent. Donc, pour autant que la coordination intragroupe ne soit sensiblement plus élevée pour les travailleurs, la politique la plus probable sera l'ouverture à l'immigration.

Les mêmes principes s'appliquent en cas de libéralisation commerciale. Deux groupes y sont favorables (les consommateurs et les facteurs spécifiques du secteur exportateur) et deux groupes y sont opposés (les travailleurs et les facteurs spécifiques du secteur importateur). Comme auparavant, en raison du caractère de bien public de la politique commerciale, seul le groupe qui a le plus à gagner (à perdre) à la libéralisation contribue au sein de chaque catégorie. La probabilité d'acceptation de la libéralisation commerciale dépendra, comme dans le cas précédent, du poids relatif des contributions et du degré de coordination intragroupe.

<sup>18</sup>La fonction objectif pour le secteur X est alors donnée par  $\frac{1}{n_X} \Psi(T_X + H_X) + \Delta \frac{n_Y}{n_X + n_Y} - c_j^X$  où  $\Delta$  est la différence de gain par membre entre les deux groupes, ( $\Delta \equiv [(T_Y + H_Y)/n_Y] - [(T_X + H_X)/n_X]$ ). De plus, on suppose que  $\partial(C_X + C_Y)/\partial c_j^X = \Omega_X + \Omega_Y$ .

Pour simplifier, on supposera qu'il y a coordination parfaite intragroupe et absence de coordination intergroupe. En reprenant la notation de la figure 2, on peut inventorier les cas possibles, représentés dans le tableau 1.

Tableau 1: Contributions en cas de libéralisation commerciale

	Condition(s)	Contributeurs	$\Psi$
Cas I	$\frac{A+B+C}{H+C+D+G} > 1$	facteurs spécifiques du secteur X travailleurs	$< \frac{1}{2}$
Cas II	$\frac{A+B+C}{H+C+D+G} < 1$ $\frac{A+B+C+D+E}{G-E} > 1$	consommateurs travailleurs	$\leq \frac{1}{2}$ $> \frac{1}{2}$
Cas III	$\frac{A+B+C+D+E}{G-E} < 1$	consommateurs facteurs spécifiques du secteur Y	$> \frac{1}{2}$

Pour un taux de tarif et des pentes de demande donnés<sup>19</sup>, on peut montrer que la participation des différents groupes dépend de façon critique de l'emploi relatif du secteur exportateur. Plus celui-ci est important, plus il est probable de rencontrer le cas I, avec une confrontation entre travailleurs et facteurs spécifiques du secteur exportateur, et une probabilité plus forte de rejet de la libéralisation commerciale. A l'inverse, si la taille relative du secteur exportateur est suffisamment faible, on se trouvera dans le cas III, où la confrontation entre facteurs spécifiques du secteur importateur et consommateurs tourne à l'avantage de ces derniers (acceptation plus probable de la libéralisation commerciale). En résumé, problèmes de coordination mis à part, la politique commerciale sera d'autant plus libérale que le secteur importateur représente une forte proportion de l'emploi total. Ce résultat surprenant tient au fait que lorsqu'un secteur représente une part substantielle de l'emploi total, les contributions de ses facteurs spécifiques sont confrontées, non pas à celles des facteurs spécifiques de l'autre secteur (passagers clandestins), mais à celles de l'autre groupe (travailleurs pour le secteur exportateur, consommateurs pour le secteur importateur), qui l'emportent sous l'hypothèse de coordination parfaite intragroupe.

<sup>19</sup> Une analyse exhaustive devrait tenir compte de ces trois facteurs.

En cas de coordination parfaite intergroupe, comme tous les acteurs effectuent des contributions et que la libéralisation commerciale dégage un gain net de bien-être, sa probabilité d'acceptation sera supérieure à  $\frac{1}{2}$ . Cependant, ce résultat peut être renversé si l'on suppose que la coordination intergroupe entre les perdants (travailleurs et facteurs spécifiques du secteur importateur) est plus forte que parmi les gagnants (consommateurs et facteurs spécifiques du secteur exportateur).

## 4.2 Démocratie directe

Le cas de la démocratie directe mérite d'être considéré car il sert de point de référence. Par ailleurs, les décisions de politique nationale envers la migration sont souvent l'objet de plateformes électorales. Un modèle de démocratie directe à la Mayer (1984) peut aider à souligner quelques uns des facteurs économiques (répercutés seulement dans les changements de revenus) qui pourraient avoir contribué au changement d'attitude envers l'immigration dans les pays industrialisés.

Bilal et al. (1998) utilisent un modèle Heckscher-Ohlin avec trois facteurs (capital, travailleurs qualifiés et travailleurs non-qualifiés) et deux ménages (travailleurs qualifiés et travailleurs non-qualifiés) pour étudier l'attitude de l'électeur médian. Dans ce modèle, les seuls effets de l'immigration sont des changements sur les rémunérations des facteurs. En raison de la propriété de jeu à somme nulle du modèle, en l'absence d'asymétrie dans la distribution du capital, il y aura attitude opposée des ménages face à l'immigration.

Ces limitations reconnues, le modèle montre cependant que pour des hypothèses plausibles, la globalisation (captée par une amélioration des termes de l'échange) serait cohérente avec une augmentation de la brèche salariale entre travailleurs qualifiés et travailleurs non-qualifiés qui se traduirait par une attitude plus restrictive envers les immigrants qui seraient peu dotés en capital. Et en introduisant une asymétrie dans la distribution du capital, la majorité des ménages dans chaque groupe pourraient être peu dotés en capital, ce qui expliquerait pourquoi une augmentation dans l'inégalité de la distribution des revenus se traduirait par une attitude plus opposée envers l'immigration de travailleurs peu qualifiés avec peu de capital.

## 5 Remarques sur l'asymétrie entre la mobilité du travail et l'immigration

En cherchant à mettre en évidence les asymétries entre politiques migratoires et commerciales, nous sommes restés dans le cadre traditionnel de la théorie du commerce international. Ainsi, les immigrants n'entraient pas dans la fonction de bien-être social, ce qui revenait à considérer l'asymétrie entre la mobilité du travail et la politique commerciale. Une telle position peut se justifier *ex ante* (au moment de la décision d'une libéralisation éventuelle de l'immigration), mais elle n'est pas acceptable *ex post* (lorsqu'on aura accordé des permis de travail aux immigrants et qu'ils se seront installés dans le pays d'accueil). La perspective *ex post* introduit une asymétrie fondamentale entre politiques migratoire et commerciale puisque du point de vue du bien-être social, il n'y a plus équivalence entre les deux façons d'échanger des services de facteurs, à savoir la migration et le commerce international des produits.

Pour être complète, toute discussion du problème devrait également adopter une vision *ex post*. Dans ce cadre, deux remarques au moins s'imposent. D'abord, si la discrimination des immigrants paraît profitable aux indigènes *ex ante*, elle ne l'est pas *ex post*.<sup>20</sup> En effet, la discrimination des immigrants conduit, du point de vue du bien-être social de toute la population, à une situation moins efficiente et plus inégalitaire, puisque le différentiel salarial est plus élevé dans une telle situation.<sup>21</sup>

Allant plus loin, la politique migratoire devrait alors s'inscrire dans le cadre des discussions sur le critère de taille optimale de la population, ce qui permettrait de réintroduire de façon plus satisfaisante les implications de l'offre d'un bien public. En effet, dans ce contexte, l'offre d'un bien public dans un modèle où la productivité du travail a un rendement décroissant à cause de la présence de facteurs fixes, génère une taille optimale de la popu-

---

<sup>20</sup>Un exemple d'une politique migratoire s'inspirant de la logique *ex ante* est le système de "guest-workers" instauré dans les pays germanophones. Ces pays considéraient que les immigrants ne faisaient pas partie de la communauté nationale puisqu'ils étaient censés repartir. Comme l'analyse de la section 2.2 le suggère, une telle conception de l'immigration a encouragé la mise en place de mesures discriminatoires, empêchant les immigrants d'accéder aux emplois à salaire élevé.

<sup>21</sup>En effet, si les immigrants sont forcés d'accepter des "mauvais jobs", le nombre de "bons jobs" occupés par les indigènes s'accroît. Par conséquent, dans le cadre du modèle de la section 2.2, le syndicat exerce une pression supplémentaire sur la prime salariale ce qui produit une perte d'efficience et une augmentation de l'inégalité salariale.

lation. Alors, pour une démographie donnée, la politique migratoire optimale serait celle qui aboutirait à une taille de la population où le produit marginal du travail serait égal à la consommation privée.<sup>22</sup>

## Références

- [1] ATKINSON, A. (1970), "On the Measurement of Inequality", *Journal of Economic Theory*, 2: 244-63.
- [2] BHAGWATI, J. (1982), "Shifting Comparative Advantage, Protectionist Demands, and Policy Response", J. Bhagwati, ed.
- [3] BHAGWATI, J. (1982), ed., *Import Competition and Response*, Chicago, University of Chicago Press.
- [4] BHAGWATI, J. (1991), "Free Traders and Free immigrationists: Strangers or Friends? ", Working Paper n0. 20, Russell Sage Foudation, New York.
- [5] BILAL, S., J.M. GREYER AND J. DE MELO (1998), "Determinants of Attitudes Towards Immigration: A Trade Theoretic Approach", CEPR DP #1877.
- [6] BORJAS, G. (1994), " The Economic Benefits from Immigration", *Journal of Economic Perspectives*, 9(2), 3-22.
- [7] FAINI, R., J. DE MELO AND K. ZIMMERMANN, eds. (1999), *Trade and Migration: The Theories and the Controversies*, Cambridge University Press, Cambridge.
- [8] HAGGARD, S. AND S. WEBB, EDS. (1994), *Voting for Reform: Democracy, Political Liberalization, and Adjustment*, Oxford, Oxford University Press.
- [9] HILLMAN, A. (1989), *The Political Economy of Protection*, Chur, Harwood Academic Publishers.

---

<sup>22</sup>Chaque personne additionnelle apporte à la société l'intégralité de sa productivité marginale mais ne retire que sa consommation privée, laissant ainsi une contribution nette à la société (voir Razin et Sadka (1995)).

- [10] HILLMAN, A. AND A. WEISS (1999), "Beyond International Factor Movements: Cultural Preferences, Endogenous Policies, and the Migration of People: An Overview", in Faini et al. eds.
- [11] MAGEE, S. W. BROCK AND L. YOUNG (1989), *Black Hole Tariffs and Endogenous Policy Theory: Political Economy in General Equilibrium*, Cambridge, Cambridge University Press.
- [12] MAYER, W. (1984), "Endogenous Tariff Formation ", *American Economic Review*, 74(5), 970-85.
- [13] MELO, J. DE, AND J.M. GREYER (1997), *Commerce International: Théories et Applications*, De Boeck Université, Bruxelles.
- [14] MÜLLER, T. (1998), "Migration, Dual Labour Markets and discrimination Against Immigrants", mimeo, University of Geneva.
- [15] MÜLLER, T. (1999), "Migration, Dual Labour Markets and Social Welfare in a Small Open Economy", in Faini et al. eds.
- [16] RAMA, M. (1997), "Imperfect Rent Dissipation with Unionized Workers", *Public Choice*
- [17] RAMA, M. (1997), "Distorsions des Marchés des Biens et du Travail: Déterminants et Conséquences", in J. de Melo and P. Guillaumont eds.
- [18] RUFFIN, R. AND R. JONES (1977), "Protection and Real Wages: The Neoclassical Ambiguity", *Journal of Economic Theory*, 44,337-348.
- [19] SCHIFF, M., (1997), "Migration et Echanges: Aspects Positifs et Normatifs", in J. de Melo and P. Guillaumont eds.
- [20] MELO, J. DE AND P. GUILLAUMONT, (1997), " *Commerce Nord-Sud, Migration et Délocalisation: Conséquences pour les Salaires et l'Emploi*", Economica, Paris.
- [21] RAZIN, A. AND E. SADKA, (1995), *Population Economics*, Cambridge, Mass., MIT Press.
- [22] RODRIK, D. (1994), " The Rush to Free Trade in the Developing World: Why so Late? Why Now? Will it Last", in S. Haggard and S. Webb eds.